

**ACCUEIL DES ETUDIANTS ASSUJETTIS AUX DROITS D'INSCRIPTION DIFFERENCIES :
POLITIQUE DE L'UNIVERSITE D'AVIGNON pour l'année 2020-2021**

Avignon Université définit sa stratégie relative aux conditions d'inscription des étudiant.e.s hors UE/EEE en tenant compte de leur démographie dans ses diplômes. Les inscriptions proviennent essentiellement de pays plutôt économiquement défavorisés, une très grande majorité venant annuellement en général de 4 pays (Maroc, Algérie, Sénégal, Tunisie) : en 2019-2020, elles sont 397 sur 976, soit environ 41%.

Il est donc peu opportun d'envisager une stratégie définie en fonction du pays d'origine.

Les personnes inscrites représentent par ailleurs, dans de nombreux cas, une proportion non négligeable des effectifs dans certaines formations notamment de Master voire de fin de Licence et, enfin, les inscrit.e.s sont souvent amené.e.s à solliciter des exonérations en raison de difficultés rencontrées.

Avignon Université ne souhaite donc pas réduire son attractivité par l'application de droits d'inscription réducteurs.

En 2019, l'établissement a adopté les principes suivants :

- *Une exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle aura accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés.*
- *Une exonération accordée pour le cycle d'études dans lequel est effectuée l'inscription. Elle n'exclut pas le bénéfice éventuel d'une exonération totale pour difficultés sociales.*
- *La mise en place d'une commission d'exonération, composée des Vice-Président.e.s CFVU et RI, du ou de la Vice-Président.e étudiant.e, des Responsables du Service des Etudes et de la Scolarité et de la Maison de l'International. Elle ne se substitue pas à la commission d'exonération pour raisons sociales.*

Au titre de l'année 2019-2020, Avignon Université a ainsi accordé 204 exonérations dans le cadre de cette politique, réparties de la façon suivante :

- 159 en Licence, dont 7 exonérations totales (pour difficultés sociales)
- 45 en Master, dont 14 exonérations totales (pour difficultés sociales)

La capacité totale d'exonérations par l'établissement reste donc suffisante pour pouvoir continuer cette politique d'exonération.

La proposition soumise au Conseil académique est donc de reconduire, pour l'année 2020-2021, la politique d'accueil des étudiant.e.s assujetti.e.s aux droits d'inscription différenciés, telle qu'elle a été adoptée pour l'année 2019-2020.